



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association ESPAS-ESTICE-ICM

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

Association ESPAS-ESTICE-ICM
83 boulevard Vauban 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association ESPAS-ESTICE-ICM

83 boulevard Vauban 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 septembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association ESPAS-ESTICE-ICM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ESPAS-ESTICE-ICM relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er octobre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 29 novembre 2024

KPMG SA

Matthieu PINERO

Associé

ESPAS ASSOCIATION - BILAN ACTIF AU 30 SEPTEMBRE 2024

ACTIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)			Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	296 994	214 801	82 193	109 491
Immobilisations corporelles en cours	997 733	414 281	583 452	630 448
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	3 085 814		3 085 814	3 085 814
Autres titres immobilisés	10 000		10 000	10 000
Prêts				
Autres	85 584		85 584	85 584
Total I	4 476 126	629 082	3 847 044	3 921 337
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	847 881	137 218	710 663	244 440
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres				
Valeurs mobilières de placement	1 448 428	61 840	1 386 588	1 327 066
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 832 889		5 832 889	5 213 780
Charges constatées d'avance	2 638		2 638	6 930
otal II	Total II	8 131 836	199 058	7 932 778
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	12 607 962	828 140	11 779 822	10 713 553

ESPAS ASSOCIATION - BILAN PASSIF AU 30 SEPTEMBRE 2024

PASSIF	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Excédent de l'exercice		
Subvention d'investissement		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	1 670 963	1 670 963
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	6 437 892	5 586 026
Provisions pour charges		
Excédent ou déficit de l'exercice	1 279 724	851 866
Situation nette (sous total)	9 388 579	8 108 855
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Projet associatif		
Total I	9 388 579	8 108 855
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	116 681	136 128
Total II	116 681	136 128
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	201 162	156 089
Total III	201 162	156 089
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis		

DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	646 536	694 010
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes sur scolarité	841 459	992 566
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	142 840	25 494
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	287 972	444 908
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 931	12 781
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	150 663	142 723
Total IV	2 073 401	2 312 481
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	11 779 822	10 713 553

ESPAS ASSOCIATION - COMPTE DE RESULTAT EXERCICE DU 01 OCTOBRE 2023 AU 30 SEPTEMBRE 2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N (selon ANC 2018-06)	Exercice N-1 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services	3 753 702	3 683 300
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service		
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	520 614	439 353
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		16 476
Utilisations des fonds dédiés	19 447	19 447
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	20 352	10 670
Total I	4 314 115	4 169 246
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	1 261 309	1 163 934
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	23 245	12 760
Salaires et traitements	1 191 130	1 298 644
Charges sociales	450 384	526 608
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	170 429	150 828
Dotations aux provisions		45 446
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	61 424	66 659
Total II	3 157 921	3 264 879
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I -II)	1 156 194	904 367
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	121 182	81 400
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	59 522	
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		

Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		1 658
Total III	180 704	83 058
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		121 362
Intérêts et charges assimilées	12 102	12 948
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	12 102	134 310
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	168 602	-51 252
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		1 249
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	45 073	
Total VI	45 073	1 249
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-45 073	-1 249
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	4 494 819	4 252 304
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	3 215 096	3 400 438
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	1 279 724	851 866
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL		

Association ESPAS ESTICE ICM

*Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le
30/09/2024
Montants exprimés en EUR*

1 **Objet social**

Cette association a pour objet la promotion et la gestion d'établissements d'enseignement supérieur technique privé ayant pour mission de délivrer des formations initiales et continues dans divers domaines (commercial, scientifique, santé ...) et d'assurer toutes activités liées à ces formations du domaine de compétences des établissements.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La rentrée 2023-24 a permis de constater une population étudiante en légère baisse (730 inscrits après une année 2022-23 à 764 étudiants). Cette baisse suit un plafonnement des effectifs observé depuis plusieurs années. On peut noter une baisse des effectifs en Licence 1 pour ESPAS, une augmentation des démissions en première année et une baisse de la satisfaction des étudiants, qui reste cependant honorable. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette baisse : des changements de programmes, des changements de comportement des vacataires et des prestataires de plus en plus fréquents (absences, basculements de cours en distanciel) dans un contexte extérieur difficile tant pour les étudiants que pour les salariés.

Au moment de la clôture des comptes, l'effectif pour la rentrée 2024-2025 est stable avec 725 étudiants et de meilleurs résultats en Licence et en Master, signe d'une très bonne campagne de recrutement et de fidélisation. Compte tenu des évolutions prises en comptes (augmentation de la concurrence, baisse des effectifs dans les filières scientifiques, baisse démographique à horizon 2030), la trajectoire visée est une stabilité à horizon 2030.

La mise en place de l'apprentissage sur tout le Master s'est déroulée avec de bons résultats notamment du passage de la Licence 3 au Master 1. Le changement d'année de la période de stage international des Licences ESPAS a nécessité des aménagements dans l'organisation des programmes. Ces changements ainsi que l'arrivée de l'IA dans les usages étudiants amène une réflexion en profondeur sur les programmes, les évaluations et la pédagogie.

Comme chaque année, en l'absence de convention avec une université publique, nous avons eu recours, comme le permet la loi, au jury rectoral afin de délivrer le titre de licence à nos étudiants en fin de cycle. Suite au conventionnement avec l'Université de Valenciennes (UPHF), les jurys de Master 2 ont eu lieu pour tout le Master. Les coûts d'inscription en Master, de l'ordre de 240 € par étudiants et 300 € par apprenti sont applicables désormais.

Les examens et des aménagements sur les stages ont pu être effectués en conformité avec les attentes du rectorat d'académie pour la validation de l'année. Un taux de réussite assez élevé est observé tant en Licence qu'en Master.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements :

Au niveau des travaux immobiliers, certains n'ont pas été mis en œuvre en totalité à cause de contraintes des différents prestataires ou de complexité des chantiers (salle du conseil, électrovannes, réfections des assises des amphithéâtres).

Ressources humaines :

Dans ce contexte de changement, l'équipe a connu plusieurs départs et une réorganisation nécessaire pour accompagner la montée en charge de l'apprentissage. Les départs ont été compensés au cours du second semestre et d'autres arrivées sont prévues sur l'année 24-25. Les salariés ont bénéficié notamment d'une formation pour intégrer des outils d'intelligence artificielle à leur pratique avec une réflexion éthique de leur usage.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

Le total des produits d'exploitation s'élève à 4 314 115 € soit une augmentation de 144 869 € et une croissance de près de 3% par rapport à l'exercice précédent.

Deux postes principaux expliquent la majeure partie de cette évolution. Le produit des démissions avec une croissance de 25% et la taxe d'apprentissage où les années 2023 & 2024 ont été reçues sur cet exercice.

Les charges d'exploitations connaissent elles à contrario une légère baisse – 106 958 € bien en dessous du budget initialement prévu.

La partie salaires et appointements explique en grande partie cette baisse. Sur la ligne Appointement du personnel enseignant vacataires nous notons une réduction d'heures d'enseignement en moins assurées, corrigées en 2024-2025. Sur la partie Appointement du personnel Administratif, la vacance de poste d'un collaborateur une partie de l'année explique à elle seule cette baisse.

Nous notons pour autant une augmentation des services extérieurs en raison de l'inflation sur le coût des prestations mais sans impact sur le résultat final.

L'excédent de l'exercice après le retraitement des produits / charges financières et exceptionnels est de 1 279 724 €. Soit une augmentation de 427 857 €

Celui-ci est dû aux choix stratégiques menés par l'école depuis 2020. L'alliance avec l'ICL au sein de l'EESPIG a permis une augmentation de la subvention d'état à hauteur d'environ 200 k€ par an. Ajoutons également la diplomation et le passage à l'apprentissage avec un fort impact annuel estimé à environ 500 k€ par année de Master.

L'année 2023-2024 se termine à nouveau sur un excédent. Celui-ci vient s'ajouter aux bons équilibres des années précédentes.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture :

- Les effectifs restent stables pour la rentrée 2024-2025

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, soit pour l'Association à compter du 1^{er} octobre 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 *Changement de méthode comptable*

Néant.

5.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

— Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties de manière linéaire au prorata temporis selon la manière suivante :

- Licences : 1 an
- Matériel informatique et de bureau : 3 ans
- Mobilier de bureau : 5 ans
- Travaux d'aménagement : 9 ans

6.1.1
État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	2 845			2 845
Immobilisations corporelles <ul style="list-style-type: none"> Inst. Techn. Mat et ou outillage industriel Immob. Corporelles en cours 	1 195 747	96 136		1 291 883
Immobilisations financières	3 181 398			3 181 398
Total	4 379 990	96 136		4 476 126

6.1.2
Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'am ortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (a)
Immobilisations incorporelles	2 845			2 845
Immobilisations corporelles	455 809	170 428		626 237
Immobilisations financières				
Total	458 654	170 428		629 082

6.1.3 Immobilisations financières

IMMOBILISATIONS FINANCIERES PRINCIPAUX MOUVEMENTS					
		Début d'Exercice	Acquisitions	sorties	Solde Total
Immobilisations financières					
Dépôts et cautionnements		85 584,22	-	-	85 584,22
Part financière Catho Lille		10 000,00			10 000,00
Titres associatifs SCI St Martin		10 000,00	-	-	10 000,00
Titres Résidence Universitaire		1 782 208,00	-	-	1 782 208,00
Titres SCI Faculté Catholique		1 293 606,00	-	-	1 293 606,00
TOTAL		3 181 398,22	-	-	3 181 398,22

- Titres Résidence Universitaire « SCI Marguerite Yourcenar »
 - L'association détient 38% du capital de la SCI Marguerite Yourcenar
 - Le rachat des parts en 2015 a été basé sur une valeur globale de 4 690 K€
- Titres SCI Faculté Catholique
 - L'association détient 359 parts sur les 25 511 parts formant le capital social
 - 1 part acquise le 12 mars 2010 pour 2 300 €
 - 358 parts issues d'une dévolution valorisée à 1 291 306 €

Tableau sur les titres de participation :

Entités	Capitaux propres	Capital détenu	Résultat du dernier exercice clos
Titres SCI Saint Martin	NC	NC	NC
Titres SCI Résidence Universitaire	2 362 707	38%	197 165
Titres SCI Faculté Catholique	17 686 506	1.57%	903 397

6.2 *Actif Circulant*

6.2.1 *Précisions sur d'autres créances*

Les autres créances se composent de la manière suivante :

		Montant Brut	Dépréciation	Net
Elèves		5 472,00	- 5 472,00	-
Personnel avances et acomptes			-	
		-	-	-
Produits à recevoir		425 331,00	-	425 331,00
Autres Débiteurs et Crédeurs Divers		417 078,37	131 745,98	285 332,39
CREANCES		847 881,37	126 273,98	710 663,39

6.2.2 *Valeurs mobilières de placement*

		Montant brut	Dépreciation	Net
Valeurs mobilière placement		1 448 427,91	- 61 839,84	1 386 588,07
		1 448 427,91	- 61 839,84	1 386 588,07

6.2.3 *Disponibilités*

Les disponibilités s'élèvent à 5 832 889 € au 30 septembre 2024.

6.2.4 *Charges constatées d'avance*

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 2 638 €

6.3 *Fonds propres*

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 *Tableau de variation des Fonds propres*

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Association ESPAS ESTICE ICM
Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 30/09/2024
Montants exprimés en EUR

VRIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	1 670 963				1 670 963
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	5 586 026	851 866			6 437 892
Excédent ou déficit de l'exercice	851 866	-851 866	1 279 724		1 279 724
Situation nette	8 108 855	0	1 279 724		9 388 579
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Projets associatifs	0			-	0
TOTAL	8 108 855	0	1 279 724	-	9 388 579

6.3.2 L'excédent ou déficit de l'exercice

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.
Le résultat de l'exercice s'élève à 1 279 724 €.

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Non applicable

6.4.2 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations							
« contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS »							
Contributions financières d'autres organismes	136 128	136 128	19 447			116 681	
TOTAL	136 128	136 128	19 447			116 681	

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous :

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour charges	156 089	45 073		201 162
Total	156 089	45 073		1 2

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	201 162		201 162

L'engagement de notre Association en matière d'indemnités de départs à la retraite est estimé au 30/09/2024 à 201 162 € charges comprises ; les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans au taux plein standard
- CCN : EPI IDCC 2691 pour les nouveaux salariés présents à partir du 1^{er} septembre 2023 / EPNL
- Taux d'actualisation : 3,5%
- Taux de charges sociales : 42%
- Prise en compte de la mortalité et de l'évolution des salaires au taux de 3%
- Un taux de turnover : 0.5%

6.6 Dettes

6.6.1 Précisions sur d'autres dettes

Les autres dettes se composent de :

Elèves ESPAS Acptes sur scolarités année suivante			257 017,00	
Elèves ICM Acomptes sur scolarités année suivante			-	
Elèves ESTICE Acptes sur scolarités année suivante			584 442,25	
Elèves ESPAS Droits inscriptions			11 850,00	
Prod.perçus d'Avance Subv.			106 333,00	
Elèves ICM Droits inscriptions				
Elèves ESTICE Droits inscriptions			32 480,00	
Elèves convention globale			<u>2 400,00</u>	
		sous total	994 522,25	
Organismes sociaux			239 951,18	
Emprunts			646 535,51	
Fonds de dotation			-	
Autres Débiteurs et Crédeurs Divers			-	
Autres tiers			<u>192 391,63</u>	
		sous total	1 078 878,32	
DETTES			2 073 400,57	

6.7 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Toutes les créances décrites dans le paragraphe 6.2.1 sont à échéance à moins d'un an.

Toutes les dettes décrites dans le paragraphe 6.6.1 sont à échéance à moins d'un an.

6.8 Emprunt

Le montant du capital restant dû sur l'emprunt s'élève à 646 535.51 euros (fin du prêt en octobre 2036)

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Présentation des produits d'exploitation (cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés) ;
- Présentation des charges (aides financières, reports en fonds dédiés) ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Produits du compte de résultat

7.1.1 Prestations de services

Les prestations de services correspondent à 3 753 702 €

Scolarités		3 650 027,49
Droits d'inscription et frais de dossier		35 325,00
Produits des démissions		33 317,00
Produits CVEC (contributions vie étudiante et campus)		35 032,68

7.1.2 Subventions d'exploitation

7.1.2.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.1.2.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.1.2.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Les subventions d'exploitation et de fonctionnement s'élèvent à 520 614 €.

7.1.3 *Autres produits*

Les autres produits ne sont pas significatifs.

7.2 *Charges du compte de résultat*

7.2.1 *Autres Achats et charges externes*

Le montant des autres charges externes s'élève à 1 261 309 €

7.2.2 *Impôts, taxes et versements assimilés*

Le montant des impôts et taxes s'élève à 23 245 €

7.2.3 *Salaires et traitements, charges sociales*

Le montant global des salaires et traitements et charges sociales s'élève à 1 641 514 €

7.2.4 *Dotations aux amortissements et aux dépréciations*

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 170 429 €

7.2.5 *Dotations aux provisions*

7.2.6 *Utilisation des fonds dédiés*

L'utilisation des fonds dédiés s'élève à 19 447 €.

7.2.7 *Autres charges*

Les autres charges s'élèvent à 61 424 € et se décomposent comme suit :

- Autres charges de gestion courante : 26 128 €
- Bourses accordées aux étudiants : 35 296 €

7.3 *Résultat Financier*

Le résultat financier s'élève à 168 602 €

7.4 *Résultat Exceptionnel*

Le résultat exceptionnel s'élève à – 45 073 €.et comprend une provision pour indemnité de départ à la retraite.

7.5 *Contributions volontaires en nature du compte de résultat*

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité n'a pas comptabilisé de contribution volontaire en nature au cours de l'exercice pour les raisons suivantes :

- L'activité des membres bénévoles a été considérée comme non significative
- La mise à disposition gratuite de locaux a été non applicable

7.5.1 *Contribution volontaires en nature (Produits) : informations détaillées*

7.5.1.1 **Bénévolat**

Le bénévole est une personne qui s'engage librement pour mener une action non salariée en direction d'autrui, en dehors de son temps professionnel et familial (Avis du Conseil économique et social du 24 février 1993) et selon l'objet et les règles de l'entité auprès de laquelle le bénévole s'engage.

Le bénévolat informel (aide aux voisins, coups de main) est à distinguer du bénévolat formel qui s'exerce au sein d'une structure organisée.

Après recherche des heures dédiées au bénévolat, l'entité a considéré que l'activité des membres bénévoles n'était pas significative et par conséquent, elle n'a pas été valorisée.

7.5.2 *Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées*

Non Applicable.

7.5.2.1.1 **Mise à disposition de locaux**

Non applicable sur l'exercice 2023/2024.

7.6 *Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat*

7.6.1.1 **Honoraires des commissaires aux comptes**

	KPMG
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	6 250 € HT
— Au titre d'autres prestations	Néant
— Honoraires totaux	6 250 € HT

8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 Informations relatives au régime fiscal

L'association n'est pas assujettie à la TVA et par conséquent, ne récupère pas celle-ci.

8.2 Impôt sur les bénéfices

Non Applicable.

9 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

9.1 *Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)*

Cette information prévue par la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif conduit à donner indirectement une rémunération individuelle.

En conséquence, compte-tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information n'est pas communiquée.

10

Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	17
Non Cadres	3
Total	20

11 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

11.1 *Engagements financiers donnés et reçus : Néant*